



HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

**Entretien des espaces verts de la Subdivision Administrative Nord de Koné
et de l'antenne de Poindimié**

MAPA N°2026/HC988_ENTRETIEN DES ESPACES VERTS_SAN KONE / POINDIMIE

Bureau responsable de l'élaboration du DCE

Nom : Section achats du bureau du budget, des achats et de la logistique de la direction des ressources humaines et des moyens, du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie

Adresse : 9 bis rue de la République, 98 800 Nouméa

Personnes de contact : Mesdames Anne-Laure TERITEHAU, Cécile MILIE et Madeleine HMAEN –
achats@nouvelle-caledonie.gouv.fr

Législation applicable

Le marché public est conclu en application du code de la commande publique et de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le présent document comporte 18 pages + annexes 1 et 2

SOMMAIRE

Article 1 : Définitions

Article 2 : Dispositions générales

2.1 L'acheteur public

2.2 Objet du marché

2.3 Type de prestations

2.4 Procédure

2.5 Durée du marché

2.6 Allotissement

2.7 Nomenclature

2.8 Documents contractuels

Article 3 : Obligation des parties

3.1 Forme des notifications et informations

3.2 Représentation du pouvoir adjudicateur

3.3 Obligations du titulaire

3.4 Obligations liées à l'exécution du marché

3.5 Réunions et suivi d'exécution

Article 4 : Autorisation d'accès et agrément des intervenants

4.1 Agrément

4.2 Clauses particulières

Article 5 : Exécution des prestations

5.1 Modalités d'exécution des prestations

5.2 Dispositions techniques

Article 6 : Développement durable

6.1 Clause d'insertion sociale

6.2 Clause environnementale

Article 7 : Exécution du marché

7.1 Passation des bons de commande

7.2 Etablissement des factures

7.3 Prix et règlement du marché

7.4 Opérations de vérification

Article 8 : Pénalités

8.1 Pénalités pour retard

8.2 Pénalités pour non remise de documents

8.3 Pénalités pour non-conformité de la prestation – réfaction

8.4 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

Article 9 : Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Article 10 : Modification du marché

Article 11 : Résiliation

Article 12 : Litiges

Article 13 : Redressement ou liquidation judiciaire

Article 14 : Dérogations aux documents généraux

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Au sens du présent document :

- l'« **acheteur** » est le pouvoir adjudicateur, l'Etat, qui conclut le marché avec le titulaire ;
- le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- le « **responsable de site** » est désigné par le service bénéficiaire. Il sera l'interlocuteur du titulaire pendant l'exécution du marché, pour un ou plusieurs sites ;
- la « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;
- les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services, objet du marché ;
- le « **cahier des clauses particulières** » (« **CCP** ») est un document contractuel qui fixe à la fois les clauses administratives propres au marché ainsi que les clauses techniques se rapportant à l'exécution des prestations du marché.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

2.1 L'acheteur public

État – Ministère de l'Intérieur

Monsieur le Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie ou son représentant

Sis 09 bis rue de la République,

BP C5 - 98 844 NOUMEA CEDEX

2.2 Objet du marché

Le marché est conclu en procédure adaptée après la déclaration sans suite de l'accord-cadre AC N°2026/HC988_ENTRETIEN DES ESPACES VERTS, lots 3 et 4 relatifs à la prestation d'entretien des espaces verts de la Subdivision Administrative Nord de Koné et de l'antenne de Poindimié.

2.3 Type des prestations

Les prestations et services sont précisées dans les annexes financières.

Les besoins récurrents sont exprimés selon la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).

Les prestations ponctuelles ne figurant pas à la DPGF sont indiquées au bordereau des prix unitaires (BPU) et sont entendues comme des services spécifiques relevant de besoins exceptionnels, particuliers, exprimés à la demande.

2.4 Procédure

Ce marché est un MAPA passé en appel à concurrence en application des articles R.2123-1 et R.2161-4 du Code de la commande publique.

2.5 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans, en application de l'article L.2112-5 du Code de la commande publique.

2.6 Allotissement

Le marché est alloti et composé de 2 lots géographiques distincts ;

LOTS	Désignation
Lot 1	Subdivision Administrative Nord de Koné
Lot 2	Subdivision Administrative Nord, antenne de Poindimié

2.7 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code CPV	Libellé CPV
77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts
77340000-5	Elagage des arbres et taille des haies

2.8 Documents contractuels

En application de l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du marché sont, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement du titulaire (ATTRI1) pour chacun des lots et les annexes financières DPGF/BPU ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) et annexes dont l'exemplaire original, conservé dans les archives du haut-commissariat, fait seul foi ;
- les réponses de l'acheteur aux questions posées par les candidats pendant la phase de consultation ;
- les réponses du titulaire aux questions posées par l'acheteur pendant la phase d'analyse des offres ;
- l'offre technique (cadre de réponse) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

A noter, le CCAG-FSC étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation. Il peut être téléchargé à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve des stipulations des autres pièces du marché.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 Forme des notifications et informations

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

3.2 Représentation du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le pouvoir adjudicateur est représenté par un responsable de site selon la désignation établie dans le RC. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le service.

3.3 Obligations du titulaire

3.3.1 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique, habilité à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Ce représentant sera soumis à autorisation d'accès aux différents sites. En cas de refus d'accès, le titulaire s'engage à désigner un référent aux qualifications et compétences équivalentes. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché après accord du RPA.

Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au RPA, dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire. Un remplacement temporaire ou définitif (maladie, départ de l'entreprise etc..) de l'interlocuteur doit être immédiatement notifié au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles du marché. En cas de non-respect par le titulaire d'une quelconque de ses obligations contractuelles, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché selon les modalités prévues à l'article 11 du présent document.

3.3.2 Obligations en matière de protection des salariés et de conditions de travail

Le titulaire s'engage à ne pas contrevenir à la réglementation du travail sous peine de résiliation du marché à ses torts sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 11 du CCP.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité professionnelle en Nouvelle-Calédonie, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

3.3.3 Obligations de confidentialité

Toutes les connaissances et informations de toute nature et sous quelque forme que ce soit dont le prestataire pourrait avoir eu connaissance dans le cadre du présent marché, sont considérés comme confidentielles.

A ce titre, le prestataire s'engage ;

- à ne les utiliser que pour les prestations qu'il réalise dans le cadre du marché,
- à ne les divulguer à quiconque sous quelque forme que ce soit, sauf à ceux de leurs employés et sous-traitant ayant à les connaître pour l'exécution du présent marché,
- à informer son personnel et ses sous-traitants de la présente obligation de confidentialité.

Aucune publication et communication écrite ou orale ne pourra être faite par le prestataire concernant toutes informations obtenues dans le cadre du présent marché. Le prestataire et son personnel devront respecter la présente obligation de confidentialité même après l'expiration du présent contrat pour quelque cause que ce soit.

En cas de violation de cette obligation constatée par le pouvoir adjudicateur, ce dernier pourra appliquer les pénalités voire résilier le marché aux torts du titulaire sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

3.3.4 Modification interne

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à ses coordonnées bancaires,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, le cas échéant.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

3.3.5 Changement de titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait suite à une opération de restructuration, le marché peut être modifié par avenant de transfert, à une triple condition :

- que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles,
- que cette cession ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence,
- que le nouveau titulaire remplisse les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

3.4 Obligations liées à l'exécution du marché

Le titulaire devra, pendant toute la durée du marché, exécuter les prestations en tous points conformes aux spécifications techniques du CCP et des BPU et DPGF.

En cas de réaménagement paysager d'un site (notamment ajout de végétaux par le RPA), le titulaire devra en tenir compte et l'inclure dans l'exécution de la prestation (par exemple, entretien des nouveaux végétaux).

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler.

Dans tous les cas de figure, le titulaire devra sans délai prendre contact avec le RPA pour proposer une solution rapide et efficace au problème rencontré.

De manière générale, le titulaire du marché ne pourrait se prévaloir d'une interruption dans l'exécution des prestations dès lors que des manquements de quelque nature, financier ou de l'ordre de la gestion administrative du marché, relèveraient du RPA.

Le titulaire doit veiller à ce que l'administration à tous égards (immeubles et personnels) soit respectée par ses agents engagés sur les chantiers ; aucune attitude ou comportement désinvolte vis-à-vis de tiers, un manque de courtoisie ou non-respect des règles de bienséance ne sauraient être tolérés durant le temps de travail, temps de pause compris. Les manquements signalés par les services seront sanctionnés par l'application de pénalités conformément à l'article 8 du présent CCP.

3.4.1 Hygiène et sécurité du travail

Le titulaire veillera à ce que tous les dispositifs de sécurité nécessaires au bon déroulement du chantier ainsi qu'à la sécurité des personnels soient mis en place. **Il veillera à ce que son personnel utilise les équipements de protection individuels conformes à la réglementation, lors de l'utilisation des matériels (vêtement de protection, casque antibruit, lunettes de protection, masque et combinaison pour les divers traitements). Les tenues ou uniformes doivent être frappés du logo de l'entreprise.** Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exclure des sites tout agent refusant ces obligations.

Le titulaire doit se conformer aux prescriptions d'hygiène et de sécurité du pouvoir adjudicateur. Le non-respect de ces prescriptions peut entraîner la suspension immédiate du chantier, aux dépens du titulaire, conformément à l'article 9 du présent document.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et reste responsable du respect de celles-ci.

3.4.2 Assurances

Le titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, que la personne morale qu'il représente est titulaire d'une police d'assurance garantissant son entreprise et ses personnels contre les risques inhérents à la pratique de l'activité objet du présent marché.

Par dérogations à l'article 9.2 alinéa 2 du CCAG, à tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire les contrats d'assurance notamment la responsabilité civile, sur demande de l'acheteur et dans un délai de cinq jours à compter de la réception de la demande. A défaut, des pénalités pourraient être appliquées.

Tous les véhicules du titulaire doivent être en règle, notamment en ce qui concerne le contrôle technique, l'assurance et la carte grise de chaque véhicule intervenant sur une emprise.

3.5. Réunions et suivi d'exécution

3.5.1 Réunion préparatoire au démarrage du marché

Suite à la notification du marché, le pouvoir adjudicateur organise une réunion de présentation du marché en présence du titulaire. Elle permettra de rappeler les modalités générales d'exécution, les moyens mécaniques et humains affectés par le titulaire aux différentes prestations, apporter les précisions utiles. Elle permettra en outre de définir :

- la programmation générale des différentes opérations et notamment la première intervention dite de prise en main des prestations,
- les contraintes particulières d'exécution : information des services intéressés par les interventions, signalisation et police de chantier.

3.5.2 Réunions d'incidents d'exécution et suivi

Les problèmes d'exécution donnent lieu à des réunions, organisées à l'initiative du pouvoir adjudicateur. Le titulaire doit habiliter une personne compétente.

Le RPA fixe les réunions de suivi (lieux, jours et heures) en fonction des besoins. Leur programmation sera fonction de l'ampleur et de l'implantation des travaux. Le titulaire, ou son représentant ayant la qualification minimale de chef de chantier, est tenu d'assister aux visites de chantier à la demande du RPA. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de donner, lors des rendez-vous de chantier, des directives pratiques non précisées dans le marché.

L'attention du titulaire est attirée sur les contraintes des prestations nécessitant la neutralisation du stationnement ou de la circulation. Si des interventions viennent impacter ces zones, il est demandé de présenter un planning sur chaque site. Le pouvoir adjudicateur pourra imposer des contraintes d'horaires d'intervention, de protection du personnel, de chantier mobile et de mise en place de signalisation temporaire et réglementaire qui peuvent varier d'une intervention à l'autre.

ARTICLE 4 : AUTORISATION D'ACCES ET AGREMENT DES INTERVENANTS

4.1 Agrément

L'accès de chaque site est réservé aux seuls représentants du titulaire et agents d'intervention ayant accès aux seules zones concernées par l'exécution du marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour chaque site. Avant tout commencement du marché, la liste des personnels amenés à accéder aux sites et leur pièce d'identité sont transmises au pouvoir adjudicateur pour contrôle de sécurité. Ils sont tenus aux obligations de confidentialité prévues au 3.3.3 du présent document. Tout changement intervenant dans les équipes effectuant les prestations doit être signalé par courriel aux responsables de sites avec les noms et les pièces d'identité des personnes nouvellement retenues par la société. Le délai de prévenance est de 5 jours ouvrés.

Si l'intervenant n'a pas été déclaré en amont, il sera refusé. La prestation devra tout de même être réalisée. En cas d'avis défavorable, le personnel concerné sera interdit d'accès auprès des services bénéficiaires et devra être remplacé, par le titulaire. L'administration ne communiquera pas les motifs de rejet.

Dans le cas où le titulaire refuserait de remplacer ce personnel, le marché sera résilié à ses torts pour non-conformité à la réglementation relative aux normes de sécurité dans les marchés publics. Cette résiliation ne donnera pas lieu au versement d'indemnité à son profit.

Le titulaire supporte les interruptions de travail nécessitées par les besoins de fonctionnement de l'établissement et prendra en charge toutes les mesures qui lui sont demandées pour ne pas gêner les services et les agents.

Le personnel devra se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées au sein des services et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé. En cas de refus de sa part, le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

4.2 Clauses particulières

En cas d'évacuation de tout ordre sur les sites, les intervenants et leur véhicule devront quitter les lieux et se conformer aux instructions des responsables présents. De même, l'accès à certaines zones pourra leur être interdit.

L'inexécution des tâches contractuellement définies à la suite de tels exercices ne fera courir aucune sanction à la charge du titulaire du marché, ni droit à indemnité. Le titulaire devra reprogrammer l'intervention sans délai.

ARTICLE 5 : EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 Modalités d'exécution des prestations

Les prestations définies ci-dessous seront exécutées selon un planning préétabli avec la personne publique contractante. Ce planning n'exclut pas d'éventuelles modifications en cas de force majeure ou d'événements exceptionnels. Le titulaire doit prévoir les moyens nécessaires en matériel et en personnel afin d'exécuter simultanément l'entretien des aires engazonnées et l'entretien des aires plantées de végétaux.

L'entretien des espaces verts concerne la réalisation sur chaque site des prestations suivantes ;

- Tontes des pelouses, débroussaillage, découpes des bordures,
- Désherbage et binage des massifs,
- Désherbage des bases et taille esthétique des haies,
- Elagage de forme des arbustes et arbres,
- Entretien des palmacées,
- Entretien des jardinières et jardins,
- Recyclage et évacuation des déchets.

L'évacuation des déchets et le nettoyage des parties ouvragées devront être réalisés immédiatement après chaque intervention.

5.1.1 Fréquence des prestations

La périodicité par type de prestations est précisée à titre indicatif à la DPGF.

Pour le lot 1 ; l'entretien des espaces verts de la SAN Koné est réalisé sur trois (3) zones selon le plan joint en annexe 1. **Les prestations attendues seront réalisées entre 8h et 15h45.**

Pour le lot 2 ; L'entretien des espaces verts de la SAN-Poindimié concerne une zone unique indiquée sur le plan joint en annexe 2. **Les prestations attendues seront réalisées entre 8h et 15h45.**

L'entreprise titulaire devra être capable d'intervenir sur demande exceptionnelle les week-ends, les jours fériés, les levés de garde après cyclone (du 1er janvier au 31 décembre sur toute la durée du marché), afin de pouvoir sécuriser les sites et libérer les accès piétons et routiers de tout obstacle par tronçonnage, moyen mécanisé etc....

L'entreprise devra impérativement être joignable (N° de téléphone portable) et être capable d'intervenir sous 4 heures maximum.

Ces interventions exceptionnelles seront facturées sur BPU.

Le titulaire est tenu de respecter les périodes d'intervention sous réserve des conditions météorologiques. Les prestations pourront être adaptées en fonction des besoins en accord avec le pouvoir adjudicateur.

5.1.2 Sécurité, signalisation et police de chantier

Préalablement au démarrage des prestations, le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour mettre en place une signalisation conforme à la réglementation en vigueur.

Il mettra en œuvre toutes les dispositions nécessaires visant à garantir la sécurité du site vis-à-vis des personnes étrangères au chantier, pendant et en dehors des heures d'exécution de la prestation.

Les défauts de signalisation de chantier pourront avoir pour conséquences immédiates l'arrêt des travaux et leur report aux frais du titulaire.

Le responsable d'équipe aura la charge d'assurer la police du chantier. Il sera l'interlocuteur du référent de site. Il veillera à l'exécution des prestations dans les conditions prévues au marché. Il devra être particulièrement vigilant au respect de la tenue de ses équipiers et veillera au respect des créneaux horaires d'intervention pour limiter la perturbation de service.

Le titulaire fera son affaire de la présence des réseaux aériens ou souterrains EEC, OPT, CDE, etc., câbles et divers. Tous les dégâts occasionnés à ces réseaux seront de sa responsabilité pleine et entière. Il supportera, en cas de détérioration, les frais de remise en état. En cas de besoin de coupure exceptionnelle auprès des différents concessionnaires, la responsabilité du pouvoir adjudicateur ne pourra être engagée en cas de défaut de déclaration de travaux. Les problèmes de sécurité liés à la présence de ces réseaux seront pris en compte complètement et exclusivement par le titulaire.

En cas d'exécution conjointe des prestations avec d'autres travaux de VRD (voirie, bâtiments, travaux de services concessionnaires) Le titulaire devra faire son affaire personnelle, sans que la responsabilité du RPA puisse être recherchée à cet égard, des dégâts qui pourraient être occasionnés aux installations ou aux travaux par d'autres entreprises travaillant simultanément avec lui sur le même chantier. La circulation devra être maintenue pendant les chantiers tant que le pouvoir adjudicateur le jugera possible. Le titulaire supportera sans pouvoir élever réclamation, ni prétendre à aucune indemnité, les interruptions de travail et gênes diverses qui en seraient la conséquence.

Le titulaire devra veiller notamment à maintenir en permanence la sécurité du transit des piétons, l'accès aux bâtiments des sites de l'administration et à éviter au maximum les perturbations de la circulation tant sur la chaussée que sur les trottoirs.

5.1.3 Traitement phytosanitaire

L'utilisation des produits phytosanitaires est proscrite. Les produits entièrement naturels sont à privilégier. Leur usage devra préalablement être soumis à la validation du pouvoir adjudicateur, après présentation des fiches techniques.

L'approche visant à éliminer totalement l'usage des produits phytosanitaires chimiques répond à plusieurs enjeux : la protection de la santé en réduisant l'exposition aux produits chimiques des utilisateurs comme des usagers, la préservation de l'environnement en permettant de protéger la biodiversité, les sols et les ressources en eau, la gestion durable des espaces verts favorisant un environnement plus résilient et durable.

5.1.4 Matériaux ; provenance et qualité des fournitures

Le titulaire devra signaler la provenance de tous les matériaux avant toute intervention. Les produits de semences et bulbes, les supports de culture, les fertilisants ou produits de protection ou de maintien des plantes devront être conformes aux normes en vigueur, ainsi qu'aux dispositions du marché. La traçabilité des éléments apportés sur site devra être précise et non équivoque. Les matériaux ne répondant pas aux conditions demandées seront refusés et remplacés sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité. Ces matériaux de remplacement devront être identiques en nature, qualité et quantité aux matériaux en place.

Le titulaire est tenu d'informer le service bénéficiaire de son calendrier de plantations avant le démarrage de celles-ci. **Les espèces et les caractéristiques des sujets qu'il propose au remplacement seront précisées pour approbation.**

5.2 Dispositions techniques

5.2.1 Organisation des prestations

Le nettoyage de site : les objets, papiers ou déchets présents sur les sites seront enlevés pour tenir l'espace en parfait état de propreté.

Les feuilles mortes en toute saison seront régulièrement balayées et évacuées. **Le ramassage des feuilles sur les voies d'accès, allées, massifs et trottoirs s'effectue lors de chaque intervention.**

Les produits provenant des tontes, des tailles, des ramassages de feuilles, des entretiens des arbres, seront aussitôt évacués en décharge par le titulaire, **à l'exception de consignes spécifiques sur certains sites sur lesquels un compostage est organisé.**

Arrosage et autres utilisations d'eau : il appartient au titulaire de prendre des dispositions pour assurer les arrosages qui s'avèrent indispensables et à la reprise des plantations de remplacement.

Protection des espaces aménagés contre les maladies, les parasites des plantes et contre les adventices (mauvaises herbes) : le titulaire doit s'assurer du bon état sanitaire de tous les végétaux. Il est tenu responsable des végétaux qui viendraient à mourir ou qui dépériraient du fait de sa négligence. Les branches malades doivent être coupées.

L'entretien des pelouses et prestations complémentaires : ces prestations seront effectuées à la diligence du titulaire conformément au calendrier annuel remis, éventuellement réajusté en raison de l'obligation de résultat à laquelle il est assujéti.

Les tontes se rapportent non seulement aux pelouses proprement dites mais comprennent aussi les filets bordant les massifs, les haies, les plates-formes et les surfaces de gazon éventuellement disposées à l'intérieur des massifs ou autour des arbres ou arbustes.

Toutes précautions seront prises, lors des finitions au coupe-bordures et à la débroussailleuse pour respecter les écorces ligneuses et collets d'arbres. Un constat de blessures pourra entraîner le remplacement des sujets.

Les coupes seront effectuées et répétées autant de fois que nécessaire, par tous les moyens à la convenance du titulaire, pour que la hauteur de l'herbe ne dépasse jamais 5 cm.

Les coupes seront uniformes et franches. Chaque coupe de pelouses sera complétée par le fauchage des herbes qui ne seraient pas accessibles aux tondeuses.

Aucune tonte ne devra être réalisée sur un sol détrempé ou humide pour éviter toute dégradation de l'espace vert.

Les produits des tontes seront balayés et évacués à l'avancement du chantier et dans les vingt-quatre heures maximums à titre exceptionnel, **à l'exception de consignes spécifiques sur certains sites sur lesquels un compostage est organisé.**

Dans tous les cas, les travaux comprendront l'enlèvement des divers déchets sur les surfaces intéressées et l'enlèvement des herbes projetées sur les aires minéralisées et enrobées.

Dans le cas où la tonte des pelouses n'est pas à réaliser selon que la hauteur de tonte la dispense, les équipes d'entretien doivent s'assurer de l'exécution des autres prestations relevant du marché.

Toutes les parties de pelouse à réensemencer devront être prises en charge par le prestataire au titre du présent marché. Un regarnissage aux endroits dénudés est réalisé dans une proportion de 5% de la surface engazonnée. Un engrais organique peut être utilisé sur les surfaces qui le nécessitent.

Découpe des finitions de tonte : en bordure des allées, massifs, haies, trottoirs, caniveaux, murets, clôtures, la découpe des pelouses est exécutée dès que nécessaire, à chaque passage. L'emploi de la débroussailleuse à fil y est uniquement autorisé.

Toutes précautions devront être prises pour respecter les écorces ligneuses et collets d'arbres. A cet effet, il sera interdit de passer la débroussailleuse à une distance inférieure à 50 cm des troncs d'arbres et d'arbustes. Une cuvette sera préservée à 50 cm autour des pieds d'arbres.

Le désherbage :

Le désherbage est manuel ou par tout autre procédé alternatif. L'utilisation de traitement chimique est totalement proscrite. Le regarnissage sélectif par semis et terreautage (ajout d'une fine couche de terre compostée ou d'une terre riche en matières organiques fraîches) sera effectué par le titulaire dans le mois qui suit le désherbage sélectif.

Le binage des massifs :

Les opérations de binage ou bêchage comprennent l'arrachage manuel, le ramassage et l'évacuation des plantes adventices ainsi que les corps étrangers rencontrés. Le sol pourra alors être gratté avec les outils appropriés pour que les massifs conservent un bon état général et un caractère esthétique.

L'entretien des plantations

Autour des jeunes arbres, des arbustes plantés en isolés, en massifs, en haies, le sol est maintenu meuble par paillage. Les cuvettes seront maintenues avec un diamètre minimum de 1 mètre. Toutes ces prestations sont exécutées en prenant soin de ne blesser aucun sujet. Le cas échéant, le titulaire assurera le remplacement de tous les végétaux mutilés de son fait.

Le débroussaillage :

Le débroussaillage sera effectué partout où il n'est pas possible d'accéder avec un engin.

Dans les zones à débroussailler, toutes les plantes grimpantes, volubiles, rudérales et la végétation arbustive envahissante ou dépassant des limites fixées seront arrachées. Tous les déchets seront évacués en décharge ou portés au compostage par le titulaire dans la journée.

Le fauchage :

Les zones à faucher sont des zones recouvertes de végétation herbacée à couper.

Les zones d'intervention seront fixées en accord avec le pouvoir adjudicateur et tiendront compte de la hauteur de l'herbe, de sa maturité et de la valeur écologique du site. Le fauchage pourra être « modulé » en fonction des objectifs recherchés par le pouvoir adjudicateur : sécurité, propreté, esthétique, protection de la nature, ...

Le fauchage sera manuel partout où les engins ne peuvent avoir accès.

Ailleurs, le titulaire pourra utiliser tous les moyens adaptés au site (machines à marteaux ou à lames rotatives) avec l'accord du pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra prendre toutes les précautions pour ne pas blesser les arbres ou détériorer le matériel en place sur les dépendances et procédera, si nécessaire, aux finitions à la main. Le titulaire veillera à obtenir une coupe franche.

Après chaque coupe, les herbes devront avoir toute la même hauteur, sans ondulation, ni trace.

Les travaux comprennent l'enlèvement des divers déchets sur les surfaces concernées et le ramassage des herbes projetées sur les aires non engazonnées. L'enlèvement des produits de coupe se fera après chaque passage.

La taille des arbres et des haies

La taille des arbustes en isolés ou en massifs est exécutée selon les directives du pouvoir adjudicateur. En l'absence de ces directives, la taille des arbustes se pratique en éliminant le vieux bois au profit des jeunes pousses et en éclaircissant le cœur du sujet. Cette opération doit respecter la forme naturelle de l'arbuste.

Les arbres et arbustes sont maintenus aux dimensions demandées par leur nature et leur emplacement, et seront taillés de manière à ne pas gêner la circulation près des cheminements

piétons, et des axes de circulation et assurer le maximum de visibilité pour les utilisateurs (**hauteur minimale de 2.00 mètres sous couronne**).

Une cuvette devra être préservée à 50 centimètres autour des pieds d'arbres et son entretien par griffage, sera assuré régulièrement de manière à ne jamais présenter de traces de compactage.

Pendant ces travaux, le titulaire prendra soin à ne pas endommager les espaces alentours et devra prendre toutes dispositions quant à la sécurité. Les branches ainsi tombées devront être débitées et évacuées.

La taille fait l'objet d'une attention toute particulière. Les branches restantes doivent présenter une coupe franche et homogène.

Conjointement aux opérations de taille, Le titulaire est tenu d'enlever tout ou partie des plantes saprophytes et parasites.

La taille des haies a un but esthétique pour donner au végétal une silhouette harmonieuse mais aussi favoriser la floraison. L'entreprise portera un soin particulier à l'esthétique de la taille notamment l'horizontalité et la régularité de la surface de taille. Les tailles de formation, d'entretien et de régénération seront exécutées dans les règles de l'art et en fonction des caractéristiques propres aux espèces. Le tracé initial doit être respecté. Toute modification aux dispositions initiales ne peut se faire sans l'accord de l'administration.

Le nettoyage des palmacées

L'entretien des plantes monocotylédones ; le palmier ou le cocotier, va consister à supprimer toute branche sur le tronc pour rehausser la couronne jusqu'à une hauteur sous première couronne qui sera définie en accord avec le pouvoir adjudicateur.

Les fruits supprimés seront évacués ou mis à disposition sur demande du résident des lieux ou du pouvoir adjudicateur.

Cet entretien est réalisé afin de prévenir toute chute de branches ou de fruits qui pourraient présenter un danger pour les personnes et les biens.

La descente en chute libre ne pourra être effectuée que lorsque l'environnement le permettra et qu'il n'y aura ni objet, ni matériel à préserver sous et aux abords des arbres (stationnement véhicules, mobilier urbain, piscine etc....).

Le nettoyage de palmacées doit user des techniques de rétention pour éviter les chutes et les salissures.

Le matériel utilisé sera adapté à la bonne exécution des travaux et aux sujétions particulières du site ou de l'environnement : échelles, cordages, poulie, palan, nacelle, broyeuse, ...etc.

Le compostage

Le compostage est issu de l'activité de gestion des déchets organiques. Ceux-ci proviennent des prestations d'entretien généralement traités par une solution biologique appropriée, sur site afin de limiter les transports et les nuisances associées. Le compostage consiste en une fermentation aérobie qui vise à transformer des matières organiques en un matériau stabilisé, le compost, directement valorisable au sein de l'espace vert. Le compost entretient la vie du sol, améliore sa structure, la circulation et la rétention d'eau. Son rôle dans la fertilisation durable des sols peut remplacer les engrais chimiques.

Le titulaire devra installer une zone de compostage sur les sites appropriés, en accord avec chaque service bénéficiaire qui délimitera la surface et le volume de réception de l'équipement. Le titulaire assurera la gestion de l'espace dédié au compostage des déchets durant toute la durée du marché.

5.2.2 Propreté et nettoyage du chantier

Le titulaire sera tenu d'assurer la propreté de son chantier. Le bois, les feuilles et les branchages seront débités et rangés proprement au rythme des travaux et enlevés le jour même ou sous 24 heures maximum.

L'implantation des zones de broyage ou de stockage des résidus verts en attente de chargement sera faite de manière à ne provoquer aucun danger pour les personnes et à limiter les nuisances.

Les zones d'intervention seront soigneusement nettoyées le jour même, les moyens et les techniques mis en œuvre devant tenir compte des caractéristiques des zones de travaux : balayage des voiries, ratissage des pelouses, allées et des massifs.

Sur voirie, outre les précautions nécessaires à la protection des avaloirs préalablement aux travaux, le titulaire procèdera au dégagement des caniveaux et avaloirs obstrués par les produits de coupe.

En cas de manquement à ces obligations, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter par mesure de sécurité, les travaux de balayage ou ranger en un lieu de dépôt à sa convenance, les produits non enlevés au fur et à mesure. Tous les frais engendrés par ces mesures seront à la charge du titulaire, et l'administration aura la faculté, sans autre formalité, de déduire ces dépenses des sommes dues au titulaire. Cette intervention de l'administration ne dégagera pas la responsabilité du titulaire envers les tiers.

5.2.3 Prestations ponctuelles

Les travaux non prévus dans les conditions particulières ci-dessous devront faire l'objet d'une commande séparée, les prestations afférentes n'entrant pas dans le cadre du présent marché.

Il en va notamment ainsi pour :

- L'abattage des arbres ;
- L'élagage des arbres dépassant une hauteur de 3,50 m ;
- Les dessouchages et dévitalisations ;
- Les tontes supplémentaires ;
- La plantation ou le renouvellement de végétaux.

Les remises en état qui seraient rendues nécessaires à la suite d'un événement météorologique ou exceptionnel feront également l'objet d'une commande séparée.

ARTICLE 6 : DEVELOPPEMENT DURABLE

6.1. Clause d'insertion sociale :

6.1.1 Le cadre réglementaire

Le dispositif vise à favoriser l'accès ou le retour de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. L'éligibilité de leur candidature sera impérativement validée dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement avec l'appui d'une structure d'insertion par le travail ou les directions de l'emploi et de la jeunesse de la province sud notamment.

L'objectif de l'insertion par le travail a été défini dans la loi pays N° 2014-10 du 12 mars 2014.

La délibération N° 121/CP du 21 mars 2014 relative à l'insertion par le travail liste les catégories de personnes pouvant bénéficier de contrats d'insertion par le travail :

- Les personnes bénéficiant d'un accompagnement social;
- Les personnes sans emploi depuis au moins de 12 mois;
- Les anciens détenus ou les détenus bénéficiant d'un aménagement de peine;

Pour cette dernière catégorie, l'attention des candidats est appelée sur les conditions d'agrément qui peuvent venir s'opposer à un éventuel recrutement de tels ayants-droits.

6.1.2 Modalités de mise en œuvre

La mise en œuvre de la clause sociale consiste, pour le titulaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion.

Les candidats devront définir, lors de la remise des dossiers, une fiche explicative dans laquelle ils exposeront la procédure qu'ils entendent mettre en œuvre.

6.1.3 Modalités de contrôle d'exécution de la clause d'insertion

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire se sera engagé. En tout état de cause le titulaire devra trimestriellement rendre compte de la mise en œuvre de ce dispositif par la transmission de justificatif et signaler toute difficulté relative à ce processus.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage pourra procéder à la mise en place de pénalités.

6.2 Clause environnementale :

Les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du titulaire. Ces obligations doivent être vérifiables selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif. Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché. Le titulaire respecte les engagements détaillés dans le cadre du mémoire technique.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 8 du présent document.

ARTICLE 7 : EXECUTION DU MARCHÉ
--

7.1 Passation des bons de commande :

L'exécution du marché se fait au fur et à mesure de la survenance du besoin par l'émission de bons de commande, sans négociation ni remise en concurrence ;

- les prestations récurrentes feront l'objet d'un bon de commande par année civile,
- les commandes ponctuelles seront établies au fur et à mesure de la survenance du besoin.

Chaque bon de commande est émis durant la période de validité du marché. Pour les bons de commande émis au plus près de la période de fin de validité du marché, leur période d'exécution ne peut se prolonger au-delà de 6 mois après sa date limite de validité.

7.2 Établissement des factures :

7.2.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente. En raison de la dématérialisation des factures, le titulaire intègre au niveau de ses factures, en les faisant clairement apparaître, les éventuelles réfections et pénalités adressées par le service bénéficiaire. **Chaque facture est établie mensuellement en fonction des bons de commande et des prestations réellement exécutées après « service fait » constaté par le référant de site.**

7.2.2. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué entre les membres du groupement suivant la répartition indiquée dans l'acte d'engagement. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au service bénéficiaire la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement. Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le service, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché.

7.2.3 Règlement des sous-traitants

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaire en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance DC4.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique complétée par les stipulations suivantes :

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Si le sous-traitant est déclaré, il doit lui-même déposer directement sa facture validée par le titulaire du marché sur le portail Chorus Pro.

7.2.4 Modalités de transmission des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée aux ;

Services relevant de CHORUS PRO : la transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://choruspro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D. 2192- 2 du Code de la commande publique ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis suite à la notification du marché »
- le détail de la facturation mensuelle par site ;
- les numéros et date de notification du marché ;
- les références et la date du bon de commande ;
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire du titulaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;

- la date d'établissement ;
- le prix total HT ;
- le prix total TTC.

7.3 Prix et règlement du marché

7.3.1 Prix du marché

Les prix s'entendent :

- Unitaires et forfaitaires ;
- ajustables sur demande préalable du titulaire ;
- hors taxes et toutes taxes comprises ;
- établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt des offres.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement la prestation.

7.3.2 Révision des prix

Les prix du marché pourront être révisés après la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2026.

La révision de prix pourra être demandée dans la limite d'une fois par an à l'engagement des bons de commande.

Toute révision de prix fera l'objet d'une demande de l'entreprise suivie d'un dialogue et d'un accord avec le pouvoir adjudicateur. L'application des nouveaux prix ne pourra se faire sans l'accord préalable des deux parties.

L'ajustement s'opèrera à la hausse comme à la baisse.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de notification du marché, désigné ci-après comme le "mois zéro" (o) ; la valeur finale (n) des indices sera celle du mois de janvier de chaque période annuelle ou, à défaut, celle du dernier indice connu.

Pour déterminer le prix de règlement, il est fait application de la formule de révision suivante :

$$P_n = P_o [0.15 + 0.85 \frac{IBT25B_n}{IBT25B_o}]$$

Dans laquelle :

- P_n = le prix ajusté de la prestation ;
- P_o = le prix forfaitaire réputé établi sur la base de conditions économiques du mois « zéro », figurant dans l'acte d'engagement ;
- $IBT25B_n$ = Indice des prix correspondant à l'entretien des espaces verts, publié par l'Institut de la Statistique et des Études Économiques de Nouvelle-Calédonie (ISEE.) – valeur de l'indice connue à la date anniversaire de reconduction du marché.
- $IBT25B_o$ = Indice des prix – valeur de l'indice connue à la signature du marché.

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice sera de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et préconisés par l'ISEE et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera remplacé par un nouvel indice équivalent à celui retenu initialement, déterminé d'un commun accord par acte modificatif entre le titulaire du marché et le pouvoir adjudicateur.

Il appartient au titulaire de calculer le coefficient de révision applicable sur chaque facture établie sur la base des prix initiaux contractualisés par le marché. Il doit fournir les éléments justificatifs et de détermination de ce coefficient à l'appui de la facture correspondante, via CHORUS. Il doit ainsi justifier de la hausse des prix du marché.

7.3.3 Modalités générales du paiement

A compter de la date de réception de la facture du titulaire, à condition que les prestations aient été exécutées et acceptées, l'administration dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour en effectuer le paiement, conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai de paiement pourra être suspendu par l'administration en cas de facturation non conforme au présent article. Un courrier sera adressé au titulaire lui faisant connaître les raisons de cette suspension. Cette dernière courra jusqu'à la remise de la totalité des pièces réclamées.

7.4 Opérations de vérification

Des contrôles inopinés s'effectueront à l'initiative du pouvoir adjudicateur et à sa discrétion tant en ce qui concerne leur fréquence que leur date.

Avant toute facturation mensuelle, une fiche de contrôle qualité sera établie et validée par le référent nommé par le titulaire du marché (modèle en annexe 3). La conformité des prestations réalisées vaudra « service fait ». En l'absence de conformité, le titulaire précisera les délais et conditions dans lesquels il procèdera à la levée des réserves constatées. L'absence de réaction du prestataire entraînera de plein droit les modalités définies à l'article 9 du présent CCP.

7.4.1 Admission :

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à compter de l'achèvement de l'exécution de la prestation.

7.4.2 Ajournement :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au service bénéficiaire les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

7.4.3 Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. La décision doit être motivée et portée au pouvoir adjudicateur qui se chargera d'évaluer la réfaction et de le notifier au titulaire à l'issue d'un constat contradictoire mené conjointement par le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

7.4.4 Rejet :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Il dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour ce faire. A défaut, il encourt des pénalités conformément à l'article 8 suivant.

ARTICLE 8 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

8.1. Pénalités pour retard :

Dès lors que des opérations à effectuer dans le cadre du présent marché sont enserrés dans des délais, tout retard peut se traduire par l'application de pénalités dues dans le cadre de l'exécution du marché.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le non-respect des périodicités d'intervention et le non-respect des délais induits des opérations de vérifications d'exécution des prestations, pourront donner lieu à des pénalités.

Celles-ci seront appliquées sans mise en demeure préalable et pourront être déduites sur toute facture disponible ou à venir.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V \times R / 1000$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité ;

R = le nombre de jours de retard.

Il y a carence du titulaire lorsque ce dernier a plus de sept jours de retard dans les délais d'exécution de la prestation. Dans ce cas le pouvoir adjudicateur peut :

- Prendre les dispositions pour assurer ou faire assurer l'exécution de la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 9 du présent CCP ou ;
- Résilier le contrat.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est affecté d'aucune limite.

8.2 Pénalités pour non remise de documents

En cas de non fourniture des documents demandés dans les pièces contractuelles du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire. Les pénalités sont les suivantes ;

Manquements	Pénalités
Fiche de contrôle des prestations non transmise	100 €
Contrat d'assurance sollicité en cours d'exécution du marché	100 €
Justificatif (- 6 mois) de l'action d'insertion sociale	100 €
Certificat/label de qualité environnementale	100 €

8.3 Pénalités pour non-conformité de la prestation – Réfaction

Lorsque le service bénéficiaire estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnellement à l'importance des imperfections constatées conformément au paragraphe 7.4.3 supra.

8.4 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique (clause sociale):

En application de l'article 16.1.5 du CCAG-FCS, le titulaire se voit appliquer une pénalité :

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, imputable au titulaire du marché, celui-ci subit, à la fin du marché, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 50 euros HT par heure de stage non réalisée. En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution ou une attestation de non-exécution des clauses sociales de stage, le titulaire subit une pénalité égale à 100 euros HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'acheteur. Par ailleurs en cas de manquements répétés manifestant une volonté de ne pas respecter les obligations sociales, l'acheteur, peut aussi résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 9 : EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire sera impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il devra en informer immédiatement par mail la personne responsable du suivi technique de la prestation, et confirmer par lettre recommandée avec avis de réception.

Dans cette hypothèse, le marché pourra être exécuté aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution. Cette décision est du ressort du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché ne sera pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration demeurera à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profitera pas. Si le pouvoir adjudicateur prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en sera informé par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DU MARCHE (POUR CLAUSE DE REEXAMEN)

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par acte modificatif, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Dès réception de la demande et sous réserve de sa complétude, l'acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au titulaire un ou plusieurs prix réexaminés permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts. L'acheteur précise également dans sa décision la durée pendant laquelle les prix réexaminés sont appliqués. Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours, suivant la notification des prix réexaminés, pour les accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai il est réputé avoir accepté les prix réexaminés fixés par l'acheteur.

En cas d'acceptation, les prix réexaminés s'appliquent immédiatement en lieu et place des prix de la DPGF pendant la durée fixée par l'acheteur. En l'absence de nouvelle demande de réexamen avant le terme de cette durée, les prix initiaux redeviennent applicables. En cas de refus, les prix initiaux demeurent applicables.

L'ensemble des prix réexaminés ainsi notifiés pourront être modifiés par l'acheteur en cas de baisse des coûts au cours de l'exécution du marché et sans l'accord préalable du titulaire. Ces prix seront les prix initiaux stipulés à la DPGF et, le cas échéant, révisés conformément au présent CCP.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen éventuelle pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

ARTICLE 11 : RESILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute

du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG-FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

De manière générale, lorsque le titulaire ne se sera pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, ou n'aura pas respecté les obligations contractuelles concernant la qualité des prestations, la résiliation du marché, à ses torts, pourra être prononcée par la personne responsable du marché, sans que ne lui soit versé aucun droit à indemnisation. La nature de cette résiliation n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 8 du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire, par courriel avec avis de réception confirmée, d'honorer ses engagements sous huit jours.

Passé ce délai, et en cas de défaillance réitérée, il sera fait application par le pouvoir adjudicateur, des dispositions prévues supra.

ARTICLE 12 : LITIGES

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs du différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Les litiges sont réglés à l'amiable entre les parties autant que faire se peut. Il peut être fait recours au comité consultatif de règlement amiable, à la conciliation, à la médiation auprès du médiateur des entreprises.

Dans le cas contraire, le marché conclu ayant caractère de contrat de droit public, le tribunal administratif de Nouméa est seul compétent pour instruire les litiges qui pourraient opposés l'acheteur au titulaire. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

ARTICLE 13 : REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire sera notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Il en sera de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché. Cette mise en demeure sera adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si celui-ci est expressément autorisé par le juge-commissaire à décider de la poursuite ou de la résiliation du marché.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée. Ce délai d'un mois pourra être prorogé ou diminué, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prendra effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois précité. Elle n'ouvrira droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché sera prononcée, à moins que le jugement n'autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 14 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles du présent CCP dérogent aux articles du CCAG-FCS comme suit :

Articles du CCP	Articles du CCAG-FCS
Article 3.4.2	Article 9
Article 8	Article 14.1.3
Article 8.1	Articles 14.1.2, 14.1.3
Article 8.4	Article 16.1.5